



TRAVAILLER ENSEMBLE

Le succès du référendum des 16-17-18 octobre démontre que les hommes et les femmes de gauche savent aller à l'essentiel. Ils distinguent une politique nationale qui a demandé des sacrifices, mais dont on commence à constater les bénéfiques, de politiques régionales qui ont démontré la force d'une action unitaire de la gauche et des écologistes au service des gens. Nous l'avons répété cent fois, la droite et l'extrême droite détruiront ce que nous avons bâti tous ensemble. Nous avons un patrimoine commun à préserver et des politiques de solidarité à faire fructifier.

C'est aussi le sens de la conférence sociale pour l'emploi qui ne se résume pas à une rencontre formelle. Non, la gauche prétend unir les forces de progrès : politiques mais aussi syndicales. C'est pourquoi depuis 2012, le Parti socialiste a soutenu cette démarche qui privilégie le dialogue entre les partenaires, les régions et le gouvernement. C'est le maître mot de notre temps : la discussion plutôt que la confrontation, le débat, plutôt que le combat. Travailler semble pour relever notre pays.

Grâce à ces réunions, nous avons pu réaliser des avancées décisives sur la sécurisation de l'emploi, la formation professionnelle, l'égalité femmes hommes, la création des contrats d'avenir. Ce n'est qu'un début, il faut continuer et assurer une vraie sécurité sociale professionnelle, réussir l'adaptation de notre économie aux enjeux du numérique et engager la réorientation de notre système productif pour faire face aux défis de la transition énergétique. Travailler ensemble c'est s'écouter et se respecter. Trouver un compromis au lieu de chercher à imposer sa ligne.

Chaque jour apporte son lot de déclarations politiques venant de la droite et de l'extrême droite qui illustre ce péril qui monte. Le débat chez les intellectuels montre aussi que les idées réactionnaires ne se sont jamais portées aussi bien dans notre pays.

Travailler ensemble, ce n'est donc pas seulement défendre un modèle par conservatisme, c'est le promouvoir comme solution aux défis du moment. Ce n'est pas par le repli identitaire que l'on répond aux discriminations et aux autres formes d'inégalités.

Toute la gauche doit donc se retrouver sur l'essentiel : prolonger notre bon bilan dans les régions en offrant des perspectives d'un progrès pour tous.

LETTRE AUX CHEFS DE FILE EUROPE ECOLOGIE LES VERTS ET PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS EN RÉGIONS

À l'issue du référendum pour l'unité, le Premier secrétaire a envoyé cette lettre afin de poursuivre la discussion en vue de l'unité dès le premier tour des régionales. Une autre lettre sera adressée aux « compagnons de l'unité », pour préparer l'alliance populaire qui sera lancée après les régionales.



Cher-es ami-es,
Cher-es camarades
Mesdames, Messieurs,

Le Parti socialiste, l'Union des démocrates et des écologistes, Écologistes !, le Front démocrate et Génération écologie ont lancé un appel à votation pour l'unité lors des élections régionales.

Nous sommes inquiets de la fragmentation à gauche aux élections régionales alors que ces collectivités sont dirigées avec succès, pour nos concitoyens, depuis parfois plus de quinze ans.

On a évoqué même ici ou là, la possibilité, voire la nécessité, de ne pas voter pour le candidat de la gauche le mieux placé au deuxième tour des élections régionales. Cette démarche nous semblait tourner le dos à notre tradition républicaine, à notre travail commun. Elle supposait que la droite et la gauche relevaient dans les régions « du pareil au même ». Et, plus grave, ces attitudes suggéraient une indifférence à la victoire possible du Front national.

Il nous a semblé nécessaire d'en appeler au peuple de gauche.

Le succès de la participation à cette consultation comme de nombreux sondages, confirment l'attachement de toutes les gauches et les écologistes à l'union.

Nous avons noté avec satisfaction que Pierre Laurent dans un entretien au Monde, que Cécile Duflot dans le JDD et Emmanuelle Cosse dans une lettre ouverte, ont clarifié nettement leur position pour l'unité au second tour des élections régionales.

Nous sommes quant à nous toujours favorables à l'union dès le premier tour. Nous continuerons donc à vous demander l'unité ! Nous sommes prêts jusqu'au dépôt des listes à envisager toutes les solutions. Nous vous demandons de bien réfléchir.

Le refus de l'unité est bien sûr dommageable à la victoire collective de la gauche. Elle favorise la droite, voire l'extrême droite et pénalise ceux que nous sommes censés défendre. Mais la divi-

sion décourage nos électors et conduit au risque pour certaines listes, de ne pas être au second tour. Alors que l'alliance au premier tour est la certitude que chaque sensibilité aura sa place. Alors, dans chaque région, je proposerai un contact à chaque chef de file pour convaincre et construire cette nécessaire unité dès le premier tour. Oui, je veux vous convaincre d'un pacte de fraternité à gauche pour :

- Défendre notre bilan commun dans les régions,
- Souligner que la droite veut défaire notre action collective pour des régions solidaires et écologiques,
- Dire ensemble que l'extrême droite à la présidence des régions défigurerait celles-ci en les transformant en laboratoire anti-républicain,
- Réagir ensemble au cas peu probable où le total gauche serait inférieur au Front national dans les régions où il est sûr de l'emporter.

J'en suis persuadé, le succès du référendum pour l'unité aux élections régionales le confirme, l'unité dans cette élection, sa dynamique est décisive pour les victoires. Ensemble nous sommes électoralement plus forts que la droite ou l'extrême droite.

Recevez cher-es ami-es, cher-es camarades, Mesdames et Messieurs, mes salutations chaleureuses et fraternelles.

À très bientôt,

Jean-Christophe Cambadélis

RÉGIONALES : LES MESURES NATIONALES



Christophe Borgel et plusieurs têtes de listes socialistes en région ont présenté les propositions nationales de la campagne des régionales. Sans être un programme exhaustif, chaque région élabore le sien, elles « *marquent la volonté d'une unité nationale* » pour les régions, a expliqué le SN Animation, élections, vie du parti. Cette dizaine de propositions, qui touchent à l'emploi, l'éducation, la santé, la culture etc. « *ont un effet immédiat* »

sur la vie des citoyens » Certaines sont déjà mises en œuvre dans les régions dirigées par la gauche, et ont vocation à être élargies. Marie-Guite Dufay, (Bourgogne-Franche-Comté) a insisté sur l'importance de la généralisation des maisons de santé pour lutter contre les inégalités territoriales. Jean-Patrick Gille (Centre-Val-de-Loire) a présenté la garantie formation professionnelle, qui vise à « *rendre effectif le droit à l'orientation et à la formation tout au long de la vie* ». Dans leurs compétences, les régions doivent organiser les offres de formation.

ŒUVRER POUR L'ÉGALITÉ

Christophe Clergeau a détaillé une des mesures phares en matière d'égalité pour l'éducation : la gratuité des transports scolaires. Une proposition qui redonnera du pouvoir d'achat aux familles des milieux ruraux et péri-urbains. Par ailleurs, la carte unique de transports, qui existe en Ile-de-France,

permettra « *d'harmoniser les offres et les tarifs* », afin « *d'être plus efficaces et plus cohérents pour améliorer le service aux habitants* ». Ce, d'autant plus que les régions récupèrent toute la compétence en terme de transports (trains et cars) au 1^{er} janvier 2017. Marie-Pierre de la Gontrie (Ile-de-France) a rappelé l'engagement de maintenir le budget de la culture, en signalant que c'est le contraire de ce que fait la droite, pour qui « *la culture est toujours une variable d'ajustement* ».

Enfin Marc-Antoine Jamet (Normandie) a souligné l'importance de l'écologie dans le projet socialiste, et a détaillé trois mesures : le soutien à la rénovation thermique des logements pour baisser les frais de chauffage et économiser l'énergie, l'amélioration de la qualité de l'alimentation dans les cantines (bio, filières locales) et la mise en place d'un plan anti-pollution pour préserver la santé de tous.

LE DIALOGUE SOCIAL, « UNE CONDITION DU PROGRÈS »

Les partenaires sociaux et le gouvernement se sont réunis lundi 19 octobre pour la quatrième conférence sociale du quinquennat. « *Sommes-nous capables de réinventer notre modèle social, dans la fidélité aux valeurs qui l'ont fondé ?* », s'est interrogé le Président. Dans un plaidoyer en faveur du dialogue social, François Hollande a rappelé que « *chaque année, 1600 accords de branches et 40 000 accords d'entreprises sont signés* ».

La réussite du dialogue social est fondamentale car « *le statu quo n'est plus possible, et l'alternative, c'est la réforme ou la rupture, la rénovation du modèle social ou sa disparition.* » Dans ces conditions, « *le dialogue social est donc non pas une formalité, non pas une obligation, mais une condition du progrès.* »

Parmi les mesures mises en place pour mieux accompagner les salariés, le compte personnel d'activité aura une importance particulière. Autre sujet incontournable, la place de la négociation collective pour que « *le dialogue social se rapproche de l'entreprise* », précise le président. Mais attention, « *il ne s'agit pas de toucher au principe de code du travail, à la durée légale du travail, au Smic, au contrat de travail. L'objectif, ce n'est pas d'inverser la hiérarchie des normes* », c'est qu'ensemble employeurs et représentants des salariés déterminent les meilleures solutions pour leur entreprise, ou leur branche. Cette modification sera discutée dans le même projet de loi que le CPA prévu en début d'année. François Hollande a également annoncé le renouvellement du

plan de formations prioritaires, dont 150 000 seront destinées aux chômeurs en 2016. En 2015, 60% des 100 000 formations pourvues avaient débouché sur un emploi. La « *garantie jeunes* », qui permet d'accompagner les jeunes décrocheurs vers l'emploi sera étendue à l'ensemble des territoires volontaires pour atteindre 100 000 places en 2017.

Enfin les orientations de la réforme du Code du Travail seront dévoilées le 28 octobre.

Le Parti socialiste a salué l'intervention d'un président « *résolument à l'offensive sur la méthode -le dialogue social- et sur les objectifs -l'emploi et la justice sociale-* ». Pour les socialistes, « *c'est par le dialogue et la concertation qu'il est possible d'avancer vers l'intérêt général dans une société apaisée.* »

RÉFÉRENDUM



**MERCI AUX MILITANTS
ET AUX MILITANTES,**

**VOUS POUVEZ ÊTRE FIERES
DE CE QUE VOUS AVEZ FAIT !**

251 327 VOTANTS, 89% DE OUI